

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 15/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TOURAINESABLAGEMETALLISATIONPEINTUREINDUSTRIELLE TSMPI**

4 rue Jules Verne  
ZI Saint Côme  
37520 LA RICHE

Références : 2023/552 - FI  
Code AIOT : 0010000776

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement TOURAINESABLAGEMETALLISATIONPEINTUREINDUSTRIELLE TSMPI implanté 4 rue Jules Verne ZI Saint Côme 37520 LA RICHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOURAINESABLAGEMETALLISATIONPEINTUREINDUSTRIELLE TSMPI
- 4 rue Jules Verne ZI Saint Côme 37520 LA RICHE
- Code AIOT : 0010000776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TSMPI est autorisée par l'arrêté préfectoral (AP) n° 17702 du 13 juillet 2005 à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitements de surfaces situé en zone industrielle Saint Cosme à La Riche.

Les installations classées soumises à autorisation au sein de l'établissement sont :

- Rubrique n°2940.2.a – Application de peinture liquide par pulvérisation – Volume d'activité

autorisé de 140 kg/j. Rubrique 2940 dorénavant sous le régime de l'enregistrement ;  
- Rubrique n° 2567 – Revêtement métallique par pulvérisation – Volume d'activité autorisé non précisé.

Les évolutions de la situation administrative, évolution de régime de classement pour les rubriques 2940 et 2567 et l'ajout d'une chaîne de dégraissage (rubrique 2564) et de traitement de surfaces (rubrique 2565) soumises à déclaration ont été portés à la connaissance de la préfecture d'Indre-et-Loire par courriers reçus en préfecture le 24/09/2018, le 07/03/2019 et le 20/05/2020 et courriel en date du 29/06/2020 en réponse au courriel de demande de compléments du 29/05/2020 de l'administration.

Ce dossier est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites des constats de la précédente inspection en date du 20/05/2020,
- Situation administrative,
- Risque accidentel,
- Gestion des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	NC1 VI du 20/05/2020 – Modification	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 2.1	NC1 VI du 20/05/2020	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
2	NC2 VI du 20/05/2020 – Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.3.2	NC2 VI du 20/05/2020	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
3	NC3 VI du 20/05/2020 – Consigne produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.1.1	NC3 VI du 20/05/2020	Lettre de suite préfectorale	60 jours
4	NC4 VI du 20/05/2020 – Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.2.1	NC4 VI du 20/05/2020	Lettre de suite préfectorale	60 jours
5	NC5 VI du 20/05/2020 – Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.6	NC5 VI du 20/05/2020	Lettre de suite préfectorale	60 jours
6	D1 VI du 20/05/2020 et D8 VI du 22/03/2019 – Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.7.1.3	D1 VI du 20/05/2020 et D8 VI du 22/03/2019	Lettre de suite préfectorale	60 jours
7	D2 VI du 20/05/2020 – Installation d'extincteur	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.7.1.1	D2 VI du 20/05/2020	Lettre de suite préfectorale	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Déclencheur d'alarme en point bas de rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10	/	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Classement des activités	Code de l'environnement du 28/02/2023, article Annexe à l'article R. 511-9	/	Sans objet
10	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.3.3.2	/	Sans objet
11	Stockage des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.1.2	/	Sans objet
12	D9 VI du 22/03/2019 - Bassin ou dispositif de confinement	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.3.3	D9 VI du 22/03/2019	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Porter à connaissance des modifications apportées aux installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> NC1 VI du 20/05/2020
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<b>Constats :</b> Le porter à connaissance, relatif à l'exploitation de l'unité de dégraissage et de traitement de surface, ne mentionne pas les incidences de la modification sur les rejets atmosphériques, les rejets aqueux, les risques accidentels, le bruit et la gestion des déchets. Ces compléments doivent être transmis à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire.
<b>Observations :</b> NC1 VI du 20/05/2020 : Le porter à connaissance, relatif à l'exploitation de l'unité de dégraissage et de traitement de surface, ne mentionne pas les incidences de la modification sur les rejets atmosphériques, les rejets aqueux, les risques accidentels, le bruit et la gestion des déchets. <p>Au 28/02/2023 :</p> <p>Pour rappel, l'exploitant a porté à la connaissance de madame la Préfète d'Indre-et-Loire, par courrier reçus en préfecture le 24/09/2018, le 07/03/2019 et le 20/05/2020 et courriel en date du 29/06/2020 en réponse au courriel de demande de compléments du 29/05/2020 de l'administration, les modifications, apportées à ses activités, relatives à l'exploitation d'une unité de dégraissage et traitement de surfaces.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il va mandater un bureau d'étude afin de répondre à cet écart et que ce point sera résolu dans un délai d'environ 2 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 2 : NC2 VI du 20/05/2020 – Isolement du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> NC2 VI du 20/05/2020
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Les réseaux de collecte de l'établissement ne sont pas équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site.
<b>Observations :</b> NC2 VI du 20/05/2020 : Les réseaux de collecte de l'établissement ne sont pas équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site.  Au 28/02/2023 : L'exploitant a indiqué que ce point sera résolu dans un délai d'environ 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 3 : NC3 VI du 20/05/2020 – Consigne produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> NC3 VI du 20/05/2020
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Ces consignes prévoient notamment: [...] - les conditions dans lesquelles la présence des produits dangereux dans l'atelier de fabrication est possible et les quantités maximales autorisées.
<b>Constats :</b> La consigne précisant les conditions dans lesquelles la présence des produits dangereux dans l'atelier de fabrication est possible et les quantités maximales autorisées doit être mise à jour.
<b>Observations :</b> NC3 VI du 20/05/2020 : La consigne précisant les conditions dans lesquelles la présence des produits dangereux dans l'atelier de fabrication est possible et les quantités maximales autorisées n'est pas rédigée.  Au 28/02/2023 : L'exploitant a indiqué que cette consigne doit être mise à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion de l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> NC4 VI du 20/05/2020
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment:</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses,</li> <li>- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Les consignes décrivant les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, gaz...) et la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ne sont pas rédigées.</p>
<p><b>Observations :</b> NC4 VI du 20/05/2020 :</p> <p>Les consignes précisant les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, gaz...), les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ne sont pas rédigées.</p> <p>Au 28/02/2023 :</p> <p>L'exploitant a présenté la consigne relative aux mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses. Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.</p> <p>L'exploitant a indiqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la consigne relative aux procédures d'arrêt d'urgence sera rédigée au plus tard dans un délai d'une semaine ;</li> <li>- la consigne relative à l'isolement du site sera rédigée au plus tard dans un délai de deux mois (en lien avec le point de contrôle n°2 du présent rapport).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

N° 5 : NC5 VI du 20/05/2020 – Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion de l'établissement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> NC5 VI du 20/05/2020
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. En outre, ce personnel reçoit une habilitation pour le poste qu'il occupe.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas des documents justifiant de la formation du personnel intérimaire sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention, et de l'habilitation du personnel intérimaire pour le poste qu'il occupe.
<b>Observations :</b> NC5 VI du 20/05/2020 : L'exploitant ne dispose pas des documents justifiant de la formation du personnel intérimaire sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention, et de l'habilitation du personnel intérimaire pour le poste qu'il occupe.  Au 28/02/2023 : L'exploitant a indiqué qu'il doit finaliser les documents relatifs au personnel intérimaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers.  Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant doit justifier qu'un débit total de 254 m<sup>3</sup>/h est disponible à partir des poteaux incendie situés à 400 m maximum de l'établissement. L'exploitant doit s'assurer de la présence d'un mur coupe-feu 2 heures minimum entre les ateliers de l'établissement et le bâtiment Véolia contigu. Dans le cas contraire, la défense incendie devra être réévaluée.</p>
<p><b>Observations :</b>  D1 VI du 20/05/2020 : L'exploitant justifie que le débit total simultané des poteaux d'incendie situés à 400 m maximum est de 254 m<sup>3</sup>/h minimum.  D8 VI du 22/03/2019 : L'exploitant justifie de la présence «un mur coupe-feu 2 heures minimum entre les ateliers de la société TSMPI et le bâtiment VEOLIA contigu. Dans le cas contraire, la défense incendie devra être réévaluée.</p> <p>Au 28/02/2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>D1 VI du 20/05/2020 :  Pour rappel, dans son courrier du 19/03/2019, le SDIS 37 a évalué les besoins en eau d'extinction à 254 m<sup>3</sup>/h et a recommandé que la mesure des débits simultanés des poteaux incendie, cités dans ce même courrier, soit réalisée afin de s'assurer d'un débit total simultané de 254 m<sup>3</sup>/h à 400 mètres maximum.  L'exploitant a indiqué qu'à ce jour il n'a pas reçu les éléments attendus de la part des services de la ville de La Riche. L'exploitant a indiqué qu'il va exprimer à nouveau sa demande auprès de ces services.</li> <li>D8 VI du 22/03/2019 :  Pour rappel, dans son courrier du 19/03/2019, le SDIS 37 a recommandé que l'exploitant s'assure de la présence d'un mur coupe-feu 2 heures minimum entre les ateliers de l'établissement et le bâtiment Véolia contigu. Dans le cas contraire, la défense incendie devra être réévaluée.  Ce point n'a pas été abordé lors de la présente inspection, néanmoins, au vu de la recommandation du SDIS et de la demande n°8 de la visite du 22/03/2019, et compte-tenu qu'aucun élément n'a été apporté sur ce point, l'exploitant doit transmettre ses éléments de réponses.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.71.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation.  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant doit justifier que l'installation d'extincteurs est adaptée au risque incendie présent au sein de son établissement, notamment suite à l'ajout des activités de dégraissage et de traitement de surfaces.</p>
<p><b>Observations :</b> D2 VI du 20/05/2020 :  L'exploitant justifie que l'installation d'extincteurs est adaptée au risque incendie présent au sein de son établissement.</p> <p>Au 28/02/2023 :  Les éléments justifiant que l'installation d'extincteur est suffisamment dimensionnée n'ont pas été présentés, notamment suite aux modifications apportées aux installations (ajout des activités de dégraissage et de traitement de surfaces soumises au régime de la déclaration pour les rubrique 2564 et 2565, voir point de contrôle n°1 du présent rapport).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 8 : Classement des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/02/2023, article Annexe à l'article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Vérification du classement des activités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit justifier du classement sous le régime de la déclaration de ses activités relevant des rubriques 2567 et 2940 de la nomenclature des installations classées en transmettant les éléments d'appréciation nécessaires. L'exploitant doit déterminer le classement de ses activités au regard de la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées (utilisation de solvants organiques) et transmettre les éléments d'appréciation nécessaire.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a précisé à l'exploitant qu'il doit vérifier le classement des activités relevant des rubriques suivantes à partir de quantités maximales pour une journée de travail et non pas à partir de quantités moyennes journalières (sur une période d'une année par exemple) : - rubrique 2567-2-b) galvanisation par projection de composés métalliques, - rubrique 2940-2-b) application de peintures liquides, - rubrique 2940-3-b) application de peintures poudres. Par ailleurs, l'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il est susceptible de relever de la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées (utilisation de solvants organiques).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Déclencheur d'alarme en point bas de rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Elle est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.
<b>Constats :</b> Le déclencheur d'alarme en point bas de la cuve double peau de 13 m <sup>3</sup> recevant les eaux industrielles de la chaîne de traitement de surfaces et de la chaîne de dégraissage est hors service.
<b>Observations :</b> Les eaux industrielles de la chaîne de traitement de surfaces et de la chaîne de dégraissage sont stockées dans une cuve de 13 m <sup>3</sup> avant leur évacuation en tant que déchet dangereux. Cette cuve est équipée d'une double peau faisant office de rétention et d'un déclencheur d'alarme en point bas de celle-ci. Test du déclencheur d'alarme : il n'a pas pu être réalisé ; l'exploitant a expliqué que celui-ci est hors service depuis peu et que sa réparation est prévue au plus tard dans un délai de 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 10 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs. . .) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets, sont réalisés sur des cuvelles de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.
<b>Constats :</b> La configuration de la zone de stockage des déchets dangereux ne permet pas en l'état d'éviter les infiltrations dans le sol (dalle bétonnée ceinturée d'un muret en parpaing sans recouvrement étanche).
<b>Observations :</b> Le stockage des déchets dangereux liquides (peintures et solvants usagés) est réalisé dans un abri disposant d'une toiture, d'une dalle bétonnée et d'un muret en parpaing en périphérie : la partie observable de la dalle en béton semble en bon état, néanmoins, l'étanchéité entre celle-ci et le muret périphérique ainsi que l'étanchéité du muret lui-même ne sont pas assurées par un recouvrement étanche.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Stockage des produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Des pictogrammes, placés sur les lieux ou les portes d'accès des stockages rappellent les risques présentés par les produits.
<b>Constats :</b> La mise à jour de l'état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés ainsi que le plan général des stockages n'ont pas pu être consultés lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont confinés étanche aux produits collectés et d'une capacité suffisante. Avant rejet vers le milieu naturel, la vidange suit les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ce bassin peut être constitué d'une aire étanche, prévue à cet effet, permettant la rétention en toute sécurité des effluents polluants ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant doit calculer le volume disponible pour la rétention et prévoir les dispositifs permettant de confiner les eaux d'extinction.</p>
<p><b>Observations :</b> D9 VI du 22/03/2019 :  L'exploitant calcul le volume disponible pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie et prévoit les dispositifs permettant de confiner ces eaux.</p> <p>Au 28/02/2023 :  Pour rappel, dans son courrier du 19/03/2019, le SDIS 37 a recommandé que l'exploitant calcule le volume disponible pour la rétention et prévoit les dispositifs permettant de confiner les eaux d'extinction.  Ce point n'a pas été abordé lors de l'inspection du 28/02/2023, néanmoins, au vu de la recommandation du SDIS et de la demande n°8 de la visite du 22/03/2019, et compte-tenu qu'aucun élément n'a été apporté sur ce point, l'exploitant doit transmettre ses éléments de réponses.</p> <p>Le volume à confiner est de 508 m<sup>3</sup>. En fonction de la réponse de l'exploitant au constat du point n° 6 du présent rapport (présence d'un mur coupe-feu 2 heures minimum entre les ateliers de l'établissement et le bâtiment Véolia contigu) ce volume pourra être revu à la hausse.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet